





John Carter Brown
Library
Brown University

pour maintenir les noirs dans l'ordre de l'article du code civil qui les concerneroit , et réprimer les tentatives auxquelles pourroient les porter là , comme ailleurs , des hommes qui n'ont rien à perdre , et qui ne peuvent vivre que dans ce désordre ; mais la prudence dictera toutes les mesures qui pourront concilier avec la prospérité des Colonies , la sûreté des propriétés et la liberté de tous leurs habitans.

Je désire , citoyens , que mes réflexions puissent autant vous détromper sur les calomnies insérées dans vos numéros contre le C. Burnel , qu'être utiles à mon pays.

Salut et fraternité.

J. A N C E L.

rue des Fossés-St.-Germain-Lauxerrois n°. 15.

De l'imprimerie de PAIN , passage Honcré.

COLONIES.

Barbarus hic ego sum , quia non intelligor ulli.

DEUX intérêts très-distincts diviseront toujours les opinions sur les Colonies. Le Français Colon & le Français Européen ne confondront jamais dans des embrassemens fraternels leurs vœux & leurs espérances. Penser le contraire, ce seroit oublier les faits ; agir dans cette pensée, ce seroit une impolitique fatale à l'un & à l'autre. Entre eux les rapports ordinaires de la société paroissent brisés ; ce n'est point une mutualité volontaire de services ; le Colon croit en rendre & n'en point recevoir ; il se croit forcé dans son action. La métropole a donné protection ; elle en a calculé les frais, elle espère de la reconnaissance ; mais elle a fait un ingrat. En dédommagement elle exige le privilège des échanges, & elle s'est fait un ennemi. Cette vérité est incontestable pour qui a suivi depuis vingt ans les nombreuses réclamations des Colons & du commerce français, & les longues déviations de l'ancien gouvernement. Quelques souvenirs plus rapprochés suffiront, peut-être, pour apprendre au Corps législatif ce qu'il doit penser de certaines professions de foi. La sûreté, l'intérêt de la République appellent sa surveillance : si elle est surprise, l'industrie étrangère pour jamais s'empare de nos colonies. La volonté nationale ne doit plus être douteuse pour personne. Le gouvernement qui ne pose pas des principes invariables comme règles premières à tous les fonctionnaires, écarte ceux qui veulent la gloire du bien faire : des brigands seuls sont dignes de le servir.

L'étincelle de la révolution française avoit pénétré sur les plages de nos Colonies ; les inquiétudes y furent aussi actives ; on y forma les mêmes souhaits : mais soit que la chaleur éternelle de leur climat n'y permette pas cette série d'idées qui conduit aux convenances , soit que dès-lors elles fussent éblouies par une chimère que chaque Colon caresse plus ou moins indiscrettement , elles agirent constamment contre elles-mêmes.

Des gouverneurs , des intendans , ou foibles , ou fripons , ou impassibles exécuteurs des lois , étoient dans nos colonies des objets ou de mépris ou de haine , & toujours d'importunité. L'espoir d'atténuer , même d'annihiler leurs pouvoirs y détermina la prompte imitation de nos assemblées populaires. S'occupait-on de détruire ce préjugé qui appeloit aux égards sociaux une partie des propriétaires & déversoit l'infamie sur l'autre ? Une voix s'y éleva-t-elle en faveur de ces hommes que l'intérêt d'un maître , l'orgueil d'un subalterne , & quelquefois le caprice d'une petite maîtresse , livroient si impunément aux foudres d'un impitoyable commandeur ? Proposa-t-on des moyens acceptables de conciliation entre l'habitant du nouveau & celui de l'ancien monde ? Rappelait-on à l'un que sa somptuosité devenoit un crime lorsqu'il étoit l'obligé d'un créancier nécessaire , & à l'autre que l'intérêt bien entendu du commerçant n'est jamais de calculer sur la détresse publique , & qu'il ne lui est pas toujours permis de tirer de telles positions commerciales tous les avantages qui se présentent ? Enfin , y reconnut-on la maxime , que le bien de la société se compose de sacrifices particuliers ? Non.

De misérables querelles pour des farines & quelques comestibles , mêlées de quelques exécutions sanglantes (1) ,

(1) Au mois de Novembre 1789 , au bourg de Lacul , Ferraud de la Baudière eut la tête coupée sur un billot. Il avoit rédigé une humble pétition des propriétaires de couleur. Le scribe qui avoit prêté sa plume & sa main , fut condamné à porter la tête sanglante de ce malheureux.

signalèrent les premières réunions des Colons. Ils prétendoient s'approvisionner dans les marchés de l'Amérique septentrionale, appeler leurs voisins, livrer leurs sucres en échange, & rester seuls juges de leurs besoins. Les négocians d'Europe vouloient y pourvoir exclusivement. Non sans preuves ils dirent que les Colons, sous prétexte d'approvisionnement, détourneraient toutes les exportations des colonies; qu'ils feroient ainsi passer à l'étranger les gages de leurs créances, priveraient la métropole des bénéfices des transports & des ventes, &c. &c. Les négocians se plaignoient encore de la facilité avec laquelle les débiteurs aux colonies échappoient aux contraintes, aux exécutions, & conséquemment aux paiemens. Mais le fleuve révolutionnaire sépara les disputans : ceux des Colons qui ont échappé à son immersion, ont conservé le même langage, & ont ajouté un peu plus de déraison.

La révolution de l'Amérique septentrionale avoit exaspéré les têtes. Il ne fut pas un colon délibérant qui ne se crût un Washington. Les habitans d'un vaste territoire, tous ayant mêmes intérêts, mêmes droits, riches par des productions qui ne tiennent pas leur prix de la fantaisie, avoient pu secouer le joug d'un gouvernement oppresseur. Leur indépendance étoit légitimée; celle de nos colonies ne pouvoit frapper que des cerveaux timbrés. La variété des couleurs & des conditions, l'abondance d'objets de luxe, la privation d'objets utiles, une population bornée, la richesse, l'égoïsme des individus, mille causes les mettoient sous la protection d'une puissance quelconque. Toutes les pensées s'inclinoient néanmoins vers le projet favori : on ne vouloit pas l'avouer; mais on vouloit le faire réussir par l'organisation civile des colonies : ainsi il a réussi pour les Îles de France & de la Réunion.

Les mots de liberté, d'égalité, de souveraineté du peuple, furent aussi les mots de ralliement. L'intention n'étoit pas qu'ils circulassent dans tous les rangs. Les colons les parlèrent avec chaleur dans leurs assemblées, dans leurs écrits,

dans leurs maisons; il furent entendus. De là la source première de leurs affreuses divisions. *Les grands blancs*, qui sont les planteurs ou les anciens possesseurs; *les petits blancs*, qui sont les ouvriers ou les arrivans, ne purent s'entendre sur les réclamations des mulâtres libres. Le Port-au-Prince fut particulièrement le théâtre de leurs petites guerres, de leurs férociétés. Ils furent tour-à-tour vainqueurs ou vaincus, amis ou ennemis des mulâtres, qui, pour leur propre compte, commirent ensuite des actes de cruauté qu'ils crurent n'être que de simples représailles.

L'assemblée coloniale, dite de Saint-Marc, n'eut, dans sa formation, dans ses travaux, d'autre régulateur que d'antiques opinions que le temps avoit usées. Ainsi que notre noblesse de France, elle les appeloit des droits. Elle n'eut pas l'art des modifications. Rejetée de tous les partis qui contre elle ou pour elle s'étoient fait une horrible guerre, elle passa en Europe, sans trop savoir pourquoi, ou plutôt comment elle présenteroit l'objet de ses sollicitudes.

L'assemblée constituante, formée d'hommes dont, en général, les mœurs étoient modestes, & qui ne s'étoient pas pénétrés encore de la nécessité du luxe & des fortunes des colonies, fut étonnée des déclamations de ces membres de l'assemblée coloniale, de leur répugnance à reconnoître l'égalité civile des hommes de couleur quoique libres, quoique propriétaires, de leur jactance, de leurs menaces, de l'importance qu'ils attachoient à leurs idées sur les colonies; idées sur lesquelles, dans les sociétés, dans les clubs, ils ne toléroient aucune observation; ce fut, au reste, une divergence perpétuelle dans le récit des faits, dans les moyens offerts. L'Assemblée constituante, cherchant la vérité, desiroit des bases sur lesquelles elle pût poser des fondemens d'union & de bonheur pour la métropole & les colonies. Elle ne consulta pas toujours la nature; on l'environna de sophismes, & elle s'égara.

Des possesseurs colons, réunis à la maison Massiac, s'étoient députés à Versailles; ils avoient joint leurs voix à

celles qui prononcèrent le fameux serment au Jeu de Paume. La sensibilité n'est jamais si vive, si expansive, si accueillante dans une assemblée, qu'au moment des dangers. Comment auroit pu naître la pensée de repousser des hommes qui, avec des droits apparens, mais sans être appelés, venoient se lancer dans la carrière périlleuse de la révolution? Ils avoient été associés aux travaux des représentans du peuple; les paroisses des colonies avoient approuvé & confirmé cette association; ils donnoient des lois à la métropole; ils dûrent en recevoir d'elle. Cependant, dès-lors comme aujourd'hui, on les entendit douter de la compétence du Corps législatif, le récuser, même affirmer que la législation française ne pouvoit leur convenir; réduire la métropole au simple droit de caserne chez eux. Ils auroient parlé & agi conséquemment s'ils s'étoient retirés de nos assemblées; mais ils étoient Colons & vains: ils préparèrent les mèches qui ont incendié leurs contrées, en forçant, par leur présence, à ouvrir des débats dont ils devoient tout craindre, & à classer sitôt leurs droits. Il fut impossible de suspendre l'activité d'un invariable amour-propre, d'empêcher le heurtement de mille intérêts, de maintenir le pouvoir conservateur de l'autorité métropolitaine périodiquement méconnue, outragée, abusée ou forcée dans les personnes des la Luzerne, des Blanchelande, des Saint-Leger, Rome, Mirbeck, Sonthonax & Polverel. L'impulsion vers l'insubordination étoit donnée: habitans blancs, habitans de couleur, habitans noirs, ont exercé jusqu'à ce jour une réaction de vengeances & d'atrocités que l'imagination ne peut rejeter, puisque les mêmes vengeances, les mêmes atrocités, ont été commises sous nos yeux dans cette malheureuse Vendée: mais d'un pôle à l'autre l'homme a la soif du sang.

Enfin il seroit permis d'espérer le terme prochain à tant de désastres, si nos ennemis de tous les siècles, les Anglais, n'avoient vomi dans nos colonies une horde d'émigrés, de bandits, pour y nourrir les serpens de la discorde; si des législateurs vouloient s'interdire ces puériles

rivalités de pouvoirs, ces individualités comme autrefois, ces opinions mensongères ou calomniatrices qui inquiètent le républicain paisible, & qui semblent appeler à de nouvelles licences, à de nouvelles fureurs, en réveillant les espérances de nouveaux révolutionnaires.

Un décret avoit été rendu au mois de mars 1791 : il fut sage ; il accordoit les droits de citoyen à des hommes libres à qui on n'auroit jamais dû les contester. Les colons menacèrent, séduisirent ; le décret fut modifié, & de ce moment les mulâtres restèrent armés contre les blancs.

Les Anglais, disoit-on à la Convention, sont maîtres de nos colonies ; il fallut leur trouver des ennemis, & on précipita la liberté des noirs. Si tel n'avoit pas été le motif qui enleva d'enthousiasme le décret du 16 pluviôse, décret, l'honneur de l'humanité, décret contre lequel des tigres seuls ont droit de réclamer, il eût été accompagné de dispositifs préalables. Si des crimes ont été la suite de cette imprévoyance, Convention nationale, représentans qui la formâtes & qui siégez encore, vous qui iritez, appelez l'opinion dans ce moment, & qui, lors, gardâtes le silence, je vous livre tous au tribunal de la postérité. Ces crimes sont les vôtres ; mais, au nom de la gloire nationale, n'y joignez pas le ridicule de déclamer contre votre propre ouvrage, de souiller les intentions du Directoire, de rendre odieux des hommes qui ont voulu réparer vos fautes en cherchant des mesures d'une sage application, des hommes dont la mission fut ordonnée par le Corps législatif actuel pour remplir expressément le vœu de la Constitution ; & ne donnez pas aux nations qui vous écoutent le scandale de vos applaudissemens aux assassins de vos délégués, ou ne parlez jamais de vertus publiques.

Ah ! ne croyons pas que le Corps législatif se dessaisira du bâton de la prudence : il fait que Saint-Domingue & la Guadeloupe sont défendus par des noirs ; que dans toutes les colonies, sans exception, ils ont le sentiment de leur liberté. S'il veut jeter un coup d'œil en arrière

Mais . . . mais il appercevra la constitution. La concorde à rétablir, la confiance à inspirer, les vengeances à enchaîner, des bras à ramener ou à fixer à l'agriculture, probiser & nationaliser le commerce, changer ses habitudes, l'honneur de la République à maintenir, générosité & sévérité à exercer, des espérances consolatrices à répandre, voir les malades pour ce qu'ils sont, & agir avec eux comme le médecin, car ils ont la fièvre chaude, & ils ne savent que se plaindre, voilà pour l'avenir. Là il y a occupation pour toutes les têtes; là est un vaste champ; là est la gloire réelle à acquérir. Ayons donc le courage de balayer d'inutiles regrets & nos fastidieuses doléances.

Le Corps législatif décidera donc s'il confiera nos espérances à des administrans insulaires : quelques réflexions sur les œuvres de ceux de l'Isle-de-France peuvent aider la détermination.

Ils disent que *nous avions demandé à nous embarquer*. Comment en douter ? Mais je crois qu'ils se trompent lorsqu'ils ajoutent que *c'est faute de vivres* qu'ils décidèrent notre voyage aux *Manilles*, car nous sommes revenus en France avec ceux qui étoient à bord du *Moineau*, dont, avant notre arrivée à l'Isle-de-France, la croisière étoit ordonnée pour quatre mois. Faute de vivres ! Nous ferions des *hommes odieux*, si nous hasardions une pensée sur l'immensité des achats auxquels avoit donné lieu la nouvelle de l'arrivée dans ces îles d'une escadre française (1).

C'est par égard, par pure déférence, qu'ils hâtèrent un voyage que *nous avions demandé*, & qu'ils ne permirent pas aux officiers ni aux matelots de prendre à terre les provisions qui leur appartenoient. Incontestablement c'est par les mêmes motifs que le marquis Sercey, amiral, refusa de nous envoyer celles que nous avions encore à bord de la *Forté* qu'il montoit, & que nous avions achetées à Roche-fort.

(1) Voir la page 13 de la pétition des Colons en France.

Nous sommes de grands *coupables* d'être entrés à l'Isle-de-France, quoique le roi Malartic, à la tête de sa garde, nous eût fait notifier qu'il n'y avoit pas de lits dans l'île pour nous recevoir, & d'avoir prétendu que le pavillon tricolor fût respecté.

Ces messieurs disent que nous avons menacé de la *potence* M. Malartic, & de la guillotine tous les Colons, sans indiquer le lieu & le jour. Ah ! c'est sans doute au quartier, au milieu des troupes que commandoit M. Malartic, que nous lui avons dit que nous le pendrions ; à moins que ce ne soit le lendemain au Champ de Mars sous les canons de la garde nationale rassemblée, & après le serment prêté. Mais non, c'étoit lorsque, le troisième jour au matin, prenant amicalement du chocolat de Manille, nous ayant demandé comment nous le trouvions, & après l'avoir engagé de nous expédier vite pour le lieu où on en fabriquoit d'aussi bon ; c'est alors, dis-je, que, nous serrant les mains & nous invitant de l'enlever *de celles de cette assemblée coloniale*, nous dûmes le menacer de le pendre.

Quant aux Colons, il n'y a pas d'équivoque ; il eût été sévère de les guillotiner tous, aussi nous imaginâmes de décimer leur assemblée seulement. A cet effet, nous l'invitâmes à nommer au scrutin neuf commissaires sous le prétexte de délibérer avec nous sur les mesures à prendre pour assurer la paix & la conservation des propriétés. C'étoit neuf victimes évidemment dévouées au Dieu d'Israël : c'est tellement vrai, & nous sommes tellement méchants, que nous le leur dûmes à l'oreille, pour qu'ils n'en doutassent pas.

Nous avions été en évidence pendant trois jours ; ce fracas-là nous importunoit, nous sollicitâmes la bienveillante assemblée coloniale, le cher Sercey, & le grand fonctionneur, de défendre au capitaine du *Moineau* de ne nous laisser aborder d'aucun canot dans la rade, ni d'aucun bâtiment en mer ; nous voulions arriver *incognito* sur la côte ou même à la liquide demeure des requins (*voir les pièces VII, XII*) ;

& pour inquiéter tant soit peu nos parens & nos amis, & même la République, sur notre destinée, nous exigeâmes qu'il fût enjoint à ce capitaine de veiller à ce que nos secrétaires ne s'avifassent pas de jeter à bord de ces canots ou bâtimens quelques paquets ou lettres. Notre retour en France est *une perfidie* de notre part. (*voyez les pièces, N^o. VIII & X, & une adresse à l'Assemblée Coloniale.*)

J'ai lu quelque part, & c'est le dire d'une lettre du cher Sercey, que *j'aimerois mieux être soldat, & servir sous ses ordres*. Soldat tout comme un autre; dans le fait j'étois sorti de la législature, à laquelle m'avoit appelé la confiance de mes concitoyens; j'avois accepté un poste plus hasardeux, dans l'espoir de leur être plus directement utile, & d'appliquer un grand principe d'humanité, sans effusion de sang & sans regret pour qui que ce soit; mais je m'étois trompé moi-même, c'étoit dans l'intention obscure d'arriver à l'honneur de monter la garde à la porte de M. le marquis Sercey !!!

Ces absurdités, débitées par des Colons, ont été répétées & le seront encore avec l'emphase de la bêtise par des gobes-mouches pamphlétaires. Je leur laisse le soin de justifier une pièce, N^o. XI, où il est dit que *les membres de l'assemblée coloniale avec leurs écharpes, escortés d'un piquet de cinquante hommes, nous consignèrent à bord, & que le marquis Sercey menaça de couler bas la corvette où nous étions.*

Il leur reste à demander la mise en jugement de ces braves marins qui, dans leur procès-verbal, ont dit que *l'événement de l'Isle de France n'a été exécuté que par des hommes dont la méchanceté & l'incivisme étoient connus, & qu'ils n'ont voulu être les ministres des vengeances.... des traîtres à la patrie.*

Un représentant du peuple, un dépositaire de l'honneur français, a osé dire que les Colons avoient bien fait; je ne dois pas m'étonner si de glapissans échos répètent : C'est bien !!!

J'ai écrit que les Isles de France & de la Réunion chargeoient notre trésor public de deux cent millions de papier-monnoie, & de quatre cent millions de lettres-de-change.

Dupuis l'intendant, répondant à mes informations, dit : Il y a deux cent millions de papier émis pour l'achat des prises, que nous payons, un tiers en papier, & deux tiers en lettres-de-change. J'ai pu avancer qu'il existoit deux cent millions de papier, & quatre cent millions de lettres-de-change. Je souhaite erreur.

Les porteurs de ces lettres, ou dupes de leur propre confiance dans l'administration coloniale, ou dupes par le fait d'un tiers, n'en doivent pas moins intéresser le gouvernement. La misère de quelques-uns est déchirante; ils ne sont ni ne peuvent être responsables de l'infidélité de nos mandataires : le mode de leur liquidation est simple; ils ont déposé aux colonies des piastras ou du papier; le gouvernement leur doit des piastras, & encore des piastras dans la proportion relative du papier à l'époque du dépôt.

Pour préciser le patriotisme des administrans de l'Isle de France, il importe de mettre sous les yeux un tableau de dépenses que, certes, des amateurs français & des réviseurs complaisans auroient peine à admettre. Il ne faut pas perdre de vue que toutes nos dépenses publiques dans l'Inde sont concentrées dans les Isles de France & de la Réunion, puisqu'un sieur chevalier de Chermont (1), dès le commencement de la guerre, a livré aux Anglais, sans brûler une amorce, au nom de Louis, nos possessions de Pondichéry, de Chandernagor, &c. (2)

Depuis quatre ans nous n'avons eu dans l'Inde que deux, & rarement trois frégates & deux corvettes, toutes parties de France avec six mois de vivres & des rechanges pour trois ans.

(1) Après la reddition de la place, ce Chermont fit distribuer vingt croix de Saint-Louis aux coopérateurs de sa trahison.

(2) C'est aussi au nom du Stathouder que les possessions hollandaises dans l'Inde ont été livrées aux Anglais!

Entretien & folde	2,900,000 liv.
Troupes soldées	1,440,000
Administration	1,660,000
Dépenses imprévues	1,000,000

Livres tournois.	7,000,000
--------------------------	-----------

Des pétitionnaires colons réclament vers le Corps législatif le paiement de quinze millions numéraire qu'ils ont versés dans le trésor de l'Isle de France. Evidemment les administrans de cette isle auront à rendre compte de huit millions d'excédent ; car je ne conviendrai point qu'ils ont servi à payer l'immensité des achats faits pour l'escadre française attendue , puisque les administrans colons disent qu'ils n'avoient point de vivres pour expédier le Moineau en France, & que d'ailleurs des états de situation que j'ai prouveroient l'erreur.

A ces huit millions numéraire , ajoutez toutes ces lettres-de-change présentées & non acceptées , celles payées depuis quatre ans , celles à venir , ces deux cent millions de papier circulant à l'Isle de France ; ensuite lisez, à la page 9 de la *Pétition des colons en France* , ces deux paragraphes.

« On a vu l'Isle-de-France lancer vingt-deux corsaires (1)
» à-la-fois contre le commerce anglais dans les mers des
» Indes.

» On a vu les habitans se réduire à six onces de pain
» noir pour faciliter l'armement & l'équipement de ces
» vingt-deux corsaires. »

Ah ! quel est le Français en Europe qui ne se rappelle combien cette réduction est pénible ? Mais voici la consolation :

(1) Mais où s'approvisionnèrent ces vingt-deux corsaires , de poudre , canons , &c. ? Dans les magasins de la République.

« Leurs prises faites sur les Anglais ont été évaluées » cent cinquante millions numéraire (1) » ; & où est le Français de bonne foi qui ne s'écriera pas : Quoi ! Colons de l'Isle-de-France, vous avez fait pour cent cinquante millions de prises, & le trésor de France est chargé de l'acquit de vos dettes ! C'est nous qui avons à essuyer les larmes de tous ces porteurs de papier que les besoins publics forcent à renvoyer à des temps plus heureux ! Cette dette deviendra celle des Français européens ! Nos matelots revenant des mers de l'Asie, comme ceux du *Moineau*, restés attachés à leur patrie, nous apporteront le spectacle de leur nudité ! Bienheureux administrans des îles florissantes, répondez : à qui appartenoient ces matelots qui ont peuplé ces corsaires ? Au commerce de France qui vous les avoit envoyés ; & vous le soldez avec du papier ! vous ne l'admettez pas aux énormes bénéfices que vous faites avec des moyens qu'il vous a fournis ! & un grand nombre de ces matelots, pour fuir la misère, sous vos yeux activent la navigation des étrangers ! N'en deviez-vous pas compte à la nation ? Sur cent cinquante millions vous n'avez pas pu prélever la modique somme de sept à huit millions pour vos dépenses ! Vous savez nos sacrifices, nos embarras, & vous les augmentez dans la proportion des succès que vous obtenez ! Nous vuidons nos bourses pour vous protéger ; vous remplissez les vôtres : & c'est vous qui êtes les patriotes, & nous les parjures ! Malheureux ! vous nous menacez de vous rendre aux Anglais ; vous dites que vous dirigerez contre nous les feux de votre volcan, si d'insultantes injustices vous entraînent ! (Page 12 de la Pétition.)

Où sont les injustices ? Réfléchissez sur votre conduite, & soyez justes vous-mêmes.

Mais savent-ils le destin réservé aux traîtres ? Le gouverneur du Cap de Bonne-Espérance, ce frère du directeur

(1) On ne parle pas ici de celles faites par nos frégates & corvettes.

Van der-Graat, dont les administrans nous accusent d'avoir fait forcer les malles, lorsque les équipages entiers ont été témoins que notre secrétaire ne put empêcher qu'un sieur Mamineau, lieutenant de Sercey, ne se fût rendu coupable d'un crime aussi vil (1); ce frère, dis-je, qui avoit livré ce boulevard de l'Inde, est mort des suites des humiliations que les Anglais lui ont fait éprouver. Le fils du gouverneur de Malac travaille dans les cuisines de Madras; une partie des habitans de Ceylan a été enlevée. Mais, Colons aussi injustes qu'indiscrets, si vous n'étiez pas sensibles à l'honneur, votre intérêt garantit votre fidélité. Où, chez quelle nation aurez vous des vaisseaux, des matelots, presque la puissance absolue, la facilité de fortunes énormes, celle de les faire passer chez les étrangers? Près de quelle puissance auriez-vous le droit de la menace & de l'injure? Mais vous n'êtes point redoutables. La République doit compter sur ces Colons que vous avez trompés sur nos intentions, qui paisiblement cultivent leurs champs & n'ont point trempé leurs mains dans les ordures de votre administration. Pour vous plaire ils n'iront point se jeter dans les

(1) La cargaison du navire que montoit Van-der-Graat étoit prise anglaise, & étoit devenue possession française. Les marchandises contenues dans les malles suivoient le sort de la guerre. D'après nos lois, & non le droit public, elles auroient dû être mises sous le scellé jusqu'à l'arrivée. Quoi! des agens de la République française auroient armé leur secrétaire-général d'une hache pour enfoncer des malles! ils auroient volé de l'argenterie aux yeux des équipages propriétaires! Administrateurs si prestes à l'injure, imaginez des forfaits supposables. M. Sercey ne vous avoit donc pas dit que nous avions mandé à son bord tous les capitaines de la division, pour faire arrêter le gaspillage honteux commis à bord des prises. On parle encore d'un fusil anglais. Ce fusil étoit porté à la chambre du lieutenant Aumineau. Mon secrétaire dit que m'amusant à tirer des oiseaux en mer, il me conviendrait. Je donnai 12 liv. aux matelots; je déclarai, à qui voulut l'entendre, que je le ferois estimer, & que je ne le garderois que comme dépôt. Mais il faut être bien dénué de moyens pour hasarder de telles inculpations!

bras d'une compagnie dont le despotisme & les fureurs spoliatrices sont trop connus. Plus encore, elle compte sur ces braves marins qui soupirent, ainsi que nos braves soldats, après des chefs républicains. Il est au milieu de vous, malgré vos déportations, des amis de leur pays; enfin, tous vos créanciers porteurs de billets, de traites, de papier-monnaie, sans doute ne permettront pas qu'en livrant ces îles vous livriez ainsi le gage de leurs créances, parce qu'alors sans doute vous ne pensez pas que la métropole fût obligée de les acquitter.

Ce seroit bien ici le lieu d'interpeller le commerce sur ses vrais intérêts; mais lui aussi est malade, il dort.

Quelques fripons, des traîtres, ont saisi le gouvernement des Îles-de-France & de la Réunion: leur intérêt est d'enchaîner & d'égarer la Colonie; leur tactique a été & sera d'incriminer d'assassiner, ou au moral ou au physique, les dépositaires de l'autorité réelle de la République, quelles que soient leurs opinions, leurs intentions, & quels que soient les individus. Le Corps législatif, le Directoire, apprendront avec plaisir que les vrais coupables sont peu nombreux. Je le répéterai, comme les Colons, ces deux colonies ont à conserver; mais, pour la République, jusqu'à ce moment elles ne lui ont été qu'excessivement onéreuses.

De plus grands détails donneroient des instructions dont nos ennemis seroient instruits; & cet écrit n'est que trop long.

B A C O.

A Paris, de l'Imprimerie de BAUDOUIN, Imprimeur
du Corps législatif, place du Carrousel, n°. 662.

ESSAI

SUR

LES COLONIES ORIENTALES.

POUR apprécier l'importance de ces colonies, il suffit de parcourir la carte. La république a perdu tous ses établissemens en Asie. Les îles de France et de la Réunion (1) lui appartiennent encore en Afrique. Elles sont pour nous la clef de l'Inde, le seul boulevard que nous ayons à opposer à la puissance colossale de l'Anglais. Si ce peuple garde le Cap de Bonne-Esperance, l'Europe entière doit renoncer au commerce des Indes Orientales, ou soumettre ses marchands à n'être que les facteurs de Londres. La possession du Cap est telle que, dans aucun état de choses, elle ne doit, pour la balance générale, rester à une puissance maritime du premier ordre. — Les Hollandais se sont perdus à force de richesses. C'est ce qui arrivera à tout pays qui mettra l'honneur national en concurrence avec l'esprit mercantile, et en confiera le dépôt sacré à des compagnies marchandes. Puisse la révolution que nous avons opérée chez eux, les rendre plus clairvoyans et les convaincre que le peuple qui n'a d'autre but que de s'enrichir, est perdu dès que ce but est atteint; la patrie des *Tromp* et des *Ruitter*

(1) L'île de la Réunion suivra nécessairement le sort de l'île-de-France; et elle est purement agricole.



No. J

E797

L133c

